

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18782 - 73ÈME ANNÉE

Plusieurs faits révélateurs

Le gouvernement veut-il en finir avec les emplois aidés ?



Manifestation de maires et d'élus contre la baisse des emplois aidés à La Réunion.

Dans plusieurs régions, les recrutements et les renouvellements d'emplois aidés sont suspendus pour le second semestre. Les déclarations de plusieurs membres du gouvernement affirment que ces contrats sont inefficaces dans la lutte contre le chômage. La diminution des moyens accordés à ce dispositif est une nouvelle illustration de la politique de ce gouvernement : faire des économies sur le dos des plus pauvres tout en accordant des baisses d'impôt aux plus riches.

À La Réunion, les contrats aidés sont pour le moment une des rares possibilités pour des travailleurs au chômage de longue durée d'espérer retrouver un emploi.

Mais le gouvernement a décidé de faire des économies sur ce dispositif. Les faits montrent que des mesures encore plus drastiques qu'à La Réunion ont été prises dans plusieurs autres régions. Cela renforce

l'incertitude sur le maintien des emplois aidés l'année prochaine.

« Le Monde » daté du 17 août, évoque « un courriel interne dont l'Agence France-Presse a obtenu copie jeudi 17 août, les agences

Pôle emploi d'Ile-de-France ont reçu pour consigne de suspendre les prescriptions de contrats aidés. « Nous vous informons que dans l'attente de la circulaire, qui ne devrait pas arriver avant la fin du mois, il convient impérativement et sans dérogation de suspendre toutes les prescriptions pour les CIE et pour les CAE », écrit un adjoint au directeur régional d'Ile-de-France de Pôle emploi, dans un courriel adressé le 10 août aux directeurs territoriaux de sa région, à qui il demande une « stricte application de ces mesures ».

Gel des emplois aidés

« Le Monde » précise que « L'auteur du courriel précise que cette consigne émane de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, l'administration du ministère du travail chargée du pilotage des politiques de l'emploi, et que « cette mesure concerne aussi bien les renouvellements que les nouveaux contrats ». L'éducation nationale n'est pas soumise à cette cure d'austérité. « Par exception, pour les CAE, les seules prescriptions possibles sont pour l'éducation nationale, les adjoints de sécurité et dans le cadre des CAOM », les conventions annuelles d'objectifs et de moyens passées avec des organismes du secteur non marchand, ajoute-t-il »

L'Ile de France n'est pas la seule région concernée. Le 4 août, Alain Bruneel, député PCF du Nord, adressait un courrier à la ministre du Travail. Voici quelques extraits de cette lettre parus dans « l'Humanité » du 7 août :

« Dans ma circonscription, des responsables associatifs se voient signifier par pôle emploi que l'agence de services et de paiement (ASP) n'honorera plus les aides financières accordées pour les contrats aidés à compter du 1er août 2017, y compris pour les contrats déjà vali-

dés par l'État (...) Sans budget pour le second semestre, ce dispositif ne pourrait donc plus être débuté ni reconduit. Cela priverait de nombreuses associations de recrutements indispensables à leur fonctionnement. Déjà largement fragilisé financièrement par les baisses récurrentes de subventions de la part des collectivités - elles-mêmes victimes de l'austérité imposée par l'Etat, beaucoup devraient renoncer à leurs projets pourtant vitaux pour les habitants et les territoires ».

**456.000 contrats prévus,
280.000 financés**

Dans son édition du 16 août, « Libération » annonce une baisse générale du nombre d'emplois aidés. « si 293 000 de ces contrats seront bien financés en 2017, il veut en « réduire le volume » par la suite afin de faire des économies », écrit « Libération ». Les restrictions commencent dès le second semestre, car « l'enveloppe offerte par la loi de finances 2017 adoptée par la précédente majorité - 2,4 milliards d'euros - était taillée pour 280 000 emplois aidés. Premier problème : à peine arrivée rue de Grenelle, Pénicaud a fait savoir que 60 % des crédits concernés avaient été consommés par le gouvernement de Bernard Cazeneuve, très friand de ces emplois à l'approche de la présidentielle pour faire baisser le chômage rapidement et permettre à François Hollande de se représenter » (...) « L'exécutif de l'époque s'était finalement résolu à en financer beaucoup plus (456 000). Dans son audit rendu public fin juin, la Cour des comptes avait pointé du doigt les « sous-budgétisations » des crédits alloués au ministère du Travail et les risques de « dépassement » des objectifs fixés. « Selon que seuls les contrats déjà signés seront prolongés ou que le nombre de contrats aidés sera calibré pour stabiliser le nombre de

chômeurs, le dépassement serait compris entre [300 millions et 600 millions d'euros]», écrivaient ainsi les magistrats dans leur rapport. ».

Plus que 40.000 ?

Autrement dit, « pour les six derniers mois de l'année, il ne reste que 110 000 contrats disponibles, soit 40 % de moins qu'au premier semestre 2017, et la moitié de ce qui a été utilisé au second semestre de l'année dernière. ». Sur ces 110.000, 70.000 seront affectés prioritairement à l'Education nationale. Il reste donc 40.000 emplois aidés à répartir entre les collectivités et les associations.

Ces différents faits indiquent bien que la crise des emplois aidés est à venir. Ils sont confirmés par les propos de membres du gouvernement. À La Réunion, le ministre de l'Education nationale a indiqué que les contrats aidés n'avaient pas un bon bilan. Hier, le Premier ministre a déclaré que « si les emplois aidés avaient été un instrument efficace de lutte durable contre le chômage, ça se serait vu (...) on aura l'occasion d'avoir ce débat lors de la présentation du budget, je ne vais pas préempter les sujets qui relèvent du Parlement ».

Si cette tendance se confirme, alors se prépare un changement très important dans le traitement social du chômage. La baisse brutale voire la disparition des emplois aidés sans alternative ne pourra qu'accélérer la crise sociale à La Réunion avec, comme l'a indiqué le PCR mercredi, une amplification de la crise économique due à la perte de 200 millions d'euros de salaires pour les Réunionnais.

M.M.

In kozman pou la rout

« Tro présé la pa fé lèw solèy ! »

L'ér moin la fine ékri in n'afèr konmsa, mi pans in promyé patoi i di konmsa : konfonn pa vitès avèk présipitasyon. In n'ot kékshoz mi pans i di konmsa : i fo pa konfonn in l'ipèraktivité, avèk in l'ipèr éfikasité. Moin lé sir, anparmi l'moun zot i koné, nana inn sansa plizyèr konm i di, i rode dans pli vite ké lo vyolon. Poitan, sa la pa in n'afèr a fèr. Pars kan ou i kroi ou l'aprè manz zaran, ou l'aprè iz out bann dan san in bon rézilta ! Kan ou i kroi sé ou sé lo l'aktèr prinsipal dann in n'afèr, la vérité sé ké, konm la moush di kosh ou i pans sé ou k'i fé avans lo voitir, alé oir sé shoval k'i ral ali an montan, é la pa ou ditou. Pou tout sak, konm moin, nana bann z'azité di bokal dann son parmi, mi lèss azot kass z'ot tête la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Deux grands services pour aller vers la démocratie

Mercredi dernier, le Parti communiste réunionnais a rappelé sa proposition de deux grands services d'intérêt public dans l'environnement et l'aide à la personne. Dans ces deux secteurs, des besoins importants existent. Y répondre de manière permanente est un moyen de pérenniser les emplois des dizaines de milliers de travailleurs qui n'ont que les contrats aidés pour échapper au chômage.

À plusieurs reprises, le PCR a demandé que sa proposition soit étudiée par le gouvernement. Le but est d'arriver à inverser la courbe du chômage à La Réunion, tout en luttant contre le clientélisme qui prospère sur la précarité de l'emploi dans notre île.

La question du clientélisme est de nouveau revenue dans l'actualité à l'occasion de la visite du ministre de l'Éducation nationale dans notre île. Jean-Michel Blanquer a été accueilli à l'aéroport par une manifestation organisée par les responsables des emplois verts de la Région. Les personnes qui étaient ce matin-là à l'aéroport puis devant la préfecture avaient en effet des panneaux porteurs de mots d'ordre partisans contre le gouvernement. Cela ne donnait pas l'image d'une manifestation spontanée de travailleurs luttant pour leur emploi.

En 1963, Michel Debré était candidat aux élections législatives à La Réunion. Un film avait été réalisé à cette occasion. « Sucre amer » montre des groupes de personnes qui manifestaient contre le PCR. Les témoignages rapportés dans ce documentaire soulignent que ces manifestants étaient obligés de venir participer à ces défilés à cause des pressions qu'ils subissaient. 44 ans plus tard, ces méthodes existent toujours.

C'est pourquoi la création des deux grands services n'est pas seulement un moyen de lutter contre le chômage. C'est également une des conditions de l'existence de la démocratie à La Réunion. Car comment peut-on croire que les élections soient sincères avec la persistance du clientélisme ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

L'istoir Vital Nduwimana : in tro bon métod pou konsèrv tomate

Moin noré bien émé ète an parmi zordi pou di : « Kriké ! » é lo moun i réponn amoin « Kraké ! ». Méisyé, médame é méd'moizèl, onorab sosyété, mi sava rakont azot l'istoir méisyé Vital Nduwimana in plantèr tomate dann in péi l'afrik i apèl lo Burundi. In péi asé avansé, mé demoun La Rényon i koné pa bien é lé domaz. Domaz, pars sansa zot noré pi fèr la konésans méisyé Vital Nduwimana.

Vital i plant tomate dann Burundi é tout son rékolt I ariv dann troi moi, kan tomate lé bon marshé é li na prèss pi arien kan tomate lo pri i goumant, dopi moi d'déanm ziska moi d'févriyé. An pliské sa, la moityé son prodiksyon i gate o pyé pars li la poin in bon métod pou konsèrv son pome d'amour-kome i di la-ba dann l'il Maurice.

Donk in zour, li desid, sa sé in n'afèr i pé pa diré. I fo li trouv in tik-tak pou konsèrv son tomate : pa in métod shimik, pa in métod pou fé gingn son produi rofroidisman. Rozman, sé pa sak li vé, é li la poin moiyin pou fé in n'afèr konmsa. Mi diré orèzman ! Donk li sèye plizyèr trik : lo sho, lo fré, solèye épi d'ot ankor mi ansouvien pi. Mé souvan dé foi, sépa si Bondyé i mète la min, sansa lo azar i fé bien lé shoz. Donk, in zour, li romark par koté son touf fig-banane si zot i vé !-in pé tomate la tonbé é la rèss la, bien konsèrvé dopi in bon koup de tan. Kan li rogard pli pré, li an apèrsoi tomat la pa gaté lé dan la sann. Pètète la sann sé lo solisyon li l'aprè rodé ?

L'èrla, li desidé vérifyé son l'idé. Li pran in bonpé la sann, li tamiz bien épi li mète sa dann boîte karton épi tomate anndan. Rézilta ? D'aprè sak moin la iir, méisyé médam, onorab sosyété, l'afèr la marshé é son tomate la pi gate in kantité. Si tèlman li nana plis tomate pou li vann é li pé vann in pé kan lo pri lé for.

Kriké ! Kraké ! la klé dann mon posh la taye dann out sak. Astèr apèl boug-la méisyé. Pars avèk son vant tomate, li la nyabou plas son l'arzan dann tout sort kalité l'aktivité konm komèrs, konm réstoran épi d'ot z'afèr ankor. Myé k'sa li la amontr son konésans lo bon téknik pou konsèrv tomate épi zot osi la nyabou gonf in pé z'ot pla, épi l'moun nana plis tomate pou zot fé ki z'ot manzé tradisyonèl.

Méisyé, médam é médmoizèl, onorab sosyété, mi mète pa mon min dann fé pou aprouv sa lé vré, mé si nout tout, dalon léktèr, ni fé l'ésèye shakinn son koté épi si lo tik-tak i marsh, ni pé kontinyé épi osi ni pé apèl, méisyé Vital Nduwimana, plantèr l'afrik, Méisyé. Sa in tit i mérite ali.

Justin